

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur le présent et l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, à Païta (Nouvelle-Calédonie) le 28 août 2011.

Mes chers compatriotes de Nouvelle-Calédonie et, si vous me le permettez, mes chers amis,  
Messieurs les Présidents,  
Mesdames les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les élus,

Je veux vous dire ma profonde émotion de prendre la parole devant vous, qui êtes venus si nombreux ici, dans cette nouvelle salle de PAÏTA, de l'agglomération de Nouméa et parfois de plus loin, de la Province nord ou de celle des îles. Sachez que votre présence me touche, que je sais que chacun d'entre vous a dû faire un effort, soit du fait de l'éloignement, soit du fait de ses convictions. C'est important que nous nous retrouvions ici, pour parler.

Vous me permettrez d'avoir une pensée amicale toute particulière pour nos compatriotes de Wallis-et-Futuna, que je sais nombreux en Nouvelle-Calédonie. Les liens entre vos deux territoires sont importants, et la plupart des élus de Calédonie ont fait le déplacement il y a quelques semaines à Wallis pour le cinquantième anniversaire du statut de 1961, avec Marie-Luce PENCHARD. Je ne peux qu'encourager vos deux territoires à faire vivre les accords de coopération qui ont été signés, parce que j'ai la conviction que c'est l'intérêt de chacun d'entre vous : davantage de développement économique pour Wallis-et-Futuna, c'est moins de jeunes qui quittent leur terre natale pour essayer de trouver à Nouméa un travail qui ne leur est pas toujours offert. Je pense d'ailleurs qu'il faudra réfléchir, pour l'avenir, à un rapprochement de vos territoires du Pacifique, parce que vous avez besoin les uns des autres. Ce que je dis vaut bien sûr aussi pour la Polynésie.

Mes chers amis, la Nouvelle-Calédonie est une réussite. J'en suis heureux et j'en suis fier. Je suis fier de ce que vous avez réussi, de ce qu'ensemble nous avons réussi à construire ici. C'était si facile de détruire, ça va si vite la destruction et la violence. Et ça prend tant de temps et tant d'efforts la construction d'un avenir commun.

Notre vieux pays, qui s'est tant abimé, au sortir de la guerre, dans les conflits coloniaux, peut légitimement être fier du processus exemplaire, pacifique, collégial qu'il a su mettre en place avec les accords de Matignon-Oudinot, puis celui de Nouméa dix ans plus tard.

Ne vous trompez pas : la Nouvelle-Calédonie et la France jouissent d'une considération internationale considérable, à l'ONU et ailleurs, pour la maturité de la solution consensuelle que nous avons su inventer ensemble.

Ce qui se passe ici, c'est une France qui tient ses promesses et une Nouvelle-Calédonie qui se montre à la hauteur de son destin. Au-delà des choix personnels de chacun quant à l'avenir des relations entre la Nouvelle-Calédonie et la France, nous partageons des valeurs universelles que la France a proclamées et qu'elle défend avec ardeur et avec passion. Ces valeurs sont intangibles, elles ne sont pas négociables. Elles sont des valeurs de partage, d'égalité, de liberté, de solidarité entre nous. Et par-delà nos origines, par-delà nos appartenances religieuses, malgré l'éloignement de la métropole, ces valeurs nous rassemblent tous et je veux croire que celles-ci sont beaucoup plus fortes que ce qui nous différencie les uns des autres. La France, dans mon esprit, et je vous dis cela en tant que Président de la République, n'est pas un carcan qui oppresse, elle est un espace de liberté qui protège.

C'est cette liberté que les Calédoniens ont allé défendre, avec les autres territoires français du

C'est cette liberté que les Calédoniens sont allés défendre, avec les autres territoires français du Pacifique, au moment où notre pays vivait ses heures les plus sombres. Vous avez été défendre la liberté lors de la Première Guerre mondiale, en formant le « Bataillon d'étapes des tirailleurs canaques », qui deviendra le « Bataillon mixte du Pacifique » lorsque les Polynésiens l'auront rejoint. Vous avez encore été défendre la liberté lors de la Seconde Guerre mondiale en ralliant la France Libre dès octobre 1940, je l'ai évoqué place Bir-Hakeim, sous l'autorité du capitaine BROCHE.

Venus de toute la Calédonie, de toutes les communautés, de toutes les cultures, ces combattants de la liberté ont versé leur sang pour défendre la France. Ils n'ont pas hésité une seconde, parce que l'essentiel était en jeu. Personne ne leur a demandé à l'époque d'où venait leur sang. Ils ont embarqué, volontairement sur des bateaux, ils ont rejoint le front pour défendre une certaine idée de cette France que, pour la plupart, ils ne connaissaient que de Nouvelle-Calédonie. J'ai tenu à leur rendre hommage dès mon arrivée en Nouvelle-Calédonie.

Au sortir de la guerre, cette union sacrée de la population calédonienne persiste et les Calédoniens de toutes origines se regroupent sous la bannière de l'Union Calédonienne, qui se choisit alors cette belle devise : « Deux couleurs, un seul peuple ».

Alors, que s'est-il passé ?

L'essor de la Nouvelle-Calédonie, l'explosion des besoins en nickel ont fait renaître une société où, progressivement, l'incompréhension s'est développée à nouveau entre les communautés. D'un côté, les Mélanésiens ont eu le sentiment d'être marginalisés sur leur propre territoire, exclus des responsabilités politiques et économiques, submergés par la vague des nouveaux arrivants.

De l'autre côté, la population d'origine européenne considérait qu'il était normal de vivre des fruits de leur travail, parce qu'ils ont travaillé dur sur cette terre que leurs parents n'avaient pas toujours choisie, mais qui pour beaucoup les avait vu naître. Des deux côtés il y avait la même sincérité et le même sentiment qu'on était dans son droit.

Au début des années 1980, ces deux sociétés, ces deux légitimités qui constituaient la Nouvelle-Calédonie vont brutalement se heurter, s'opposer, parfois se haïr. Il y a eu beaucoup de violence, beaucoup de sang versé des deux côtés. Des familles ont été endeuillées, il y a eu de la peine, des déchirures, de la souffrance. Nous ne devons pas l'oublier. C'était il y a seulement une génération.

Devant l'escalade de la violence, quelques visionnaires ont su s'élever au-dessus des préjugés de leur propre camp pour imposer la paix plutôt que de continuer une lutte sanglante qui était une impasse. Les leaders de ces deux camps, Jean-Marie TJIBAOU pour les indépendantistes et Jacques LAFLEUR pour les loyalistes, se sont donné la main. Jean-Marie TJIBAOU y laissera la vie, avec YÉWÉNÉ-YÉWÉNÉ. Nous devons à Jean-Marie TJIBAOU et à Jacques LAFLEUR la Calédonie que nous connaissons aujourd'hui. Les enfants nés après 1988, qui arrivent à l'âge adulte, ont grandi grâce à eux dans un environnement apaisé.

Jean-Marie TJIBAOU et Jacques LAFLEUR avaient compris que l'avenir de la Calédonie ne passait pas par l'intransigeance ou par l'affrontement. Ils savaient que l'intransigeance et l'affrontement conduisent à une impasse. L'avenir de la Nouvelle-Calédonie, hier comme aujourd'hui, ne passe pas par la mise en avant des différences : celles-ci doivent être respectées mais si nous ne parlons que d'elles, il ne restera rien, car les différences des uns annihilent les différences des autres. L'avenir pour la Nouvelle-Calédonie, c'est le dialogue, la recherche du consensus, et disons-le, des concessions réciproques.

Aujourd'hui, nous continuons à emprunter le chemin tracé par ces deux hommes. Leur héritage politique, ce sont les Accords de Matignon-Oudinot, puis celui de Nouméa.

Ces accords ont permis des avancées remarquables : de plus en plus de jeunes scolarisés, un nombre de cadres kanaks multiplié par 8 en 20 ans. Je n'évoque pas cela pour dire que c'est suffisant, ou pour mettre en avant un élément d'un bilan. Je dis cela pour que chacun comprenne qu'il y a de l'espoir, qu'il y a un chemin. Parmi les avancées, il y a aussi le r??équilibrage des richesses et des emplois entre le nord et le sud, dont le grand projet minier du Nord est l'emblème. Depuis le temps qu'on en parlait, depuis le temps que vous en rêviez, depuis le

temps que vous doutiez de la possibilité que ce projet voie le jour, eh bien aujourd'hui il est une réalité. Imaginez mon émotion, en tant que Président de la République, en écoutant le Président de la Province nord m'expliquer le projet minier, l'un des plus grands au monde, et rencontrant des cadres mélanésiens me disant la fierté qui était la leur d'avoir acquis des compétences. Est-ce que vous vous rendez compte du chemin que vous avez parcouru ? Est-ce que vous vous rendez compte que tous vous êtes gagnants en ayant emprunté ce chemin ? Que personne n'y a rien perdu, y compris la France, qui a beaucoup à gagner à pouvoir ainsi construire une usine, sans demander à qui que ce soit de renoncer à ses idées, donnant ainsi l'image d'un territoire apaisé ? Tout ceci nous a permis d'atteindre ensemble ce bel objectif : la possibilité de vivre sur ce territoire en paix. C'est pour cela que je n'ai pas accepté les événements de MARÉ : le cancer de la violence peut resurgir à chaque instant, si on n'est pas vigilant. Je vous ai appelé à des compromis, je vous ai appelé à des concessions, mais il y a un domaine où il n'y aura pas de compromis et pas de concession : c'est la lutte contre la violence. Aucun compromis, aucune concession. C'est ma ligne rouge : rien ne peut justifier ce qui s'est passé.

C'est conscient de cet héritage historique que j'ai tenu, dès mon arrivée à la tête de l'État, à relancer l'Accord de Nouméa, ainsi que je l'avais promis pendant ma campagne électorale dans la lettre que j'avais adressée à tous les Calédoniens.

Aujourd'hui, les transferts de compétence ont retrouvé le rythme prévu par l'Accord. La France a tenu ses promesses, et l'État a respecté sa parole. Et je sais ce que vaut, en Nouvelle-Calédonie, le respect de la parole donnée. Je le dis à chacun ici, qu'il m'ait soutenu ou non, qu'il partage mes convictions ou non : la parole qui donnée sera honorée. Que les choses soient très claires entre nous.

Ce partage original des compétences entre la France et la Nouvelle-Calédonie se double depuis quelques mois d'un meilleur partage des responsabilités au niveau local, avec pour la première fois dans l'histoire de ce territoire l'accession d'un responsable politique kanak à la tête du Congrès. Tout ceci me semble aller dans le bon sens, celui de l'apaisement, du dialogue entre les communautés, et celui du consensus qui est au cur de l'Accord de Nouméa. Vous pouvez en être fiers, et vous avez tous à y gagner.

Et puis il y a, évidemment, la question des deux drapeaux, dont je sais qu'elle a été l'objet de débats nourris depuis le 8e Comité des signataires de juin 2010. Je veux profiter de notre échange pour rappeler à la fois la position de l'État, et aussi le raisonnement qui nous a conduits à prendre cette position.

L'Accord de Nouméa prévoit la recherche en commun de signes identitaires « pour exprimer l'identité kanak et le futur partagé entre tous ». Parmi ces signes identitaires figure le drapeau. Lors du 8e Comité des signataires, Pierre FROGIER a proposé, avec courage, que soient levés immédiatement, côte à côte, le drapeau que se sont donnés les indépendantistes et le drapeau tricolore, en signe de reconnaissance mutuelle des deux légitimités qui fondent la Nouvelle-Calédonie.

On n'a peut-être pas mesuré complètement la révolution qu'il a fallu opérer dans les mentalités : cette double reconnaissance manifeste le dépassement des oppositions radicales qui, depuis les années 1960, structurent la vie politique calédonienne, bloc contre bloc, légitimité contre légitimité.

Cette proposition a été validée par le Comité des signataires. Le Congrès s'est prononcé à une large majorité en faveur du double pavage. Le Premier ministre est venu en personne, à ma demande, ici à Nouméa, hisser les deux drapeaux devant le Haut-commissariat. Je voudrais que vous compreniez que j'ai longuement réfléchi avant d'accepter cette proposition et de demander que ce geste fut fait. En conscience, je me suis décidé parce que je me suis dit : « comment demander aux partenaires de l'Etat de faire un effort de compréhension et de remise en cause de leurs certitudes, si l'Etat et le chef de l'Etat lui-même n'est pas capable de le faire ? Comment demander aux autres de faire ce que je ne serai pas capable moi-même d'assumer ? »

Ces deux drapeaux, dans mon esprit, sont le prolongement naturel, visible, de la poignée de mains entre Jacques LAFLEUR et Jean-Marie TJIBAOU. Et je voudrais vous dire que hier soir,

lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux du Pacifique, la délégation de Nouvelle-Calédonie était rassemblée derrière ce double drapeau, l'émotion dans le stade était palpable, à la fois parce qu'il s'agissait des premiers jeux en Nouvelle-Calédonie depuis les événements, mais aussi parce que l'on sentait la Calédonie fière de son identité plurielle, réconciliée avec elle-même. Quelles que soient vos convictions, et je l'ai dit à un certain nombre d'entre vous, je les respecte, y compris celles qui sont différentes au sein de ma propre famille politique, la Calédonie est plus forte rassemblée derrière ces deux drapeaux, plutôt qu'avec un seul drapeau dans le stade et un autre dehors, avec la police entre les deux pour éviter les affrontements. Ce n'est pas de cette Calédonie que je veux.

Ces deux drapeaux, parce qu'ils flottent ensemble, traduisent aussi le fait que la Calédonie est une terre de partage. Dans de nombreuses familles, des enfants ou des petits enfants ont tout à la fois du sang kanak, européen, métropolitain, polynésien, wallisien. Vos enfants vivent, au plus profond de leur chair, la réalité et la diversité de la société calédonienne. Ils l'incarnent dans leurs gènes. Vos enfants sont le visage réconcilié du futur de la Nouvelle-Calédonie. Alors que l'Accord de Nouméa nous demande de « poser les bases d'une citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie », peut-être est-elle tout simplement en train de se construire, naturellement, sous nos yeux. D'ailleurs, à la question qui m'était posée sur la citoyenneté néo-calédonienne, j'ai donné mon accord pour que vous y travailliez, de façon positive, pour que vous réfléchissiez sur ce qui vous rapproche, sur ce que vous pouvez construire ensemble. Je n'ai pas peur de cette démarche. La République est suffisamment solide pour supporter que des hommes de bonne volonté débattent ici de cette question.

J'ai tenu également à faire le geste coutumier, pour la première fois, en Province sud, parce qu'il m'a semblé que reconnaître l'identité, la culture, la légitimité kanak au même titre que l'identité, la culture et la légitimité européenne, cela veut dire reconnaître que ces deux cultures fondent l'identité calédonienne. Et que se priver de l'une ou de l'autre, c'est aboutir à un appauvrissement de l'ensemble.

Ceci emporte deux conséquences dans mon esprit. Premièrement, la culture kanak est une composante fondatrice de la culture calédonienne, elle ne se limite pas à la Province Nord ou à la province des Iles : elle est légitime dans toute la Calédonie, donc aussi dans la province Sud. Deuxièmement, la réciprocité doit s'appliquer sans réserve, c'est-à-dire qu'un Calédonien d'origine européenne doit, lui aussi, pouvoir revendiquer sa contribution fondamentale à la culture calédonienne, et se sentir reconnu en tant que tel en Province nord ou dans les Iles. On se donnera bien du mal pour trouver une déclaration de ma part, depuis bien longtemps que je m'intéresse à la Nouvelle-Calédonie, évoquant une quelconque idée de partition. Quand on est un petit territoire, si en plus on raisonne en termes de partition, c'est qu'on recherche la mort du territoire, pas sa grandeur. Dans mon esprit il n'y a pas, il ne peut pas y avoir une « Calédonie de culture kanak » au Nord et dans les Iles et une « Calédonie de culture européenne » au Sud. A mes yeux vous formez un ensemble indivisible que rien ne devra séparer. Il y a tout cela dans les deux drapeaux.

Bien entendu, l'Accord de Nouméa nous demande de rechercher en commun ce signe identitaire qui, aux côtés des quatre autres, servira de fondement à un futur partagé entre tous. Nous ne sommes pas déliés de cette exigence, il vous appartient d'en rechercher les modalités. Mais tant qu'aucune autre solution n'aura été trouvée, les deux drapeaux continueront à flotter ensemble en Nouvelle-Calédonie, ainsi que l'a décidé le Congrès.

Mes chers compatriotes, durant toutes ces années, nous avons grandi, nous avons mûri ensemble, la Calédonie et la France. Nous avons appris à accepter nos différences, à comprendre ce qui nous rassemble. La République française a renoncé à imposer un modèle unique aux territoires d'Outre-mer. C'est quelque chose que je porte profondément en moi depuis bien longtemps. La République doit comprendre la diversité des Outre-mer, qui ne remet pas en cause leur attachement à la Nation. La diversité des Outre-mer, le respect de l'identité de chacun, le besoin d'égalité, c'est essentiel au rayonnement de la France. Je n'ai jamais participé de ce débat, où les propos sont souvent méprisants, sur le coût financier des Outre-mer. La France a besoin des Outre-mer, au moins autant que les Outre-mer ont besoin de la France. Notre pays

besoin des Outre-mer, au moins autant que les Outre-mer ont besoin de la France. Notre pays n'aurait pas vocation à l'universel sans ses Outre-mer.

Parce qu'elle est sûre de ses valeurs, qu'elle a compris la complexité de la société calédonienne, la France avance sereinement vers la consultation de 2014-2018. Personne ne peut dire, aujourd'hui, ce qui sortira de ce processus : le statu quo, l'évolution vers une plus large autonomie, l'indépendance avec une large association à la France, l'indépendance pure et simple. Ici, en Calédonie, chaque force politique a sa préférence. Vous connaissez la mienne : Tout pousse chez moi à croire au maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France !

Personne ne peut me reprocher ce choix, parce qu'il vient du cur et qu'il repose sur la conviction que c'est l'intérêt de la Nouvelle-Calédonie et des Calédoniens. Largement autonome dans la République, la Nouvelle-Calédonie prend aujourd'hui son destin en main, et toutes les composantes de sa société accèdent aux responsabilités politiques avec, je dois le dire, une très grande maturité. La France est attentive au destin de la Nouvelle-Calédonie, à ses spécificités, à son identité. La Nouvelle-Calédonie peut s'appuyer sur le rayonnement international de la France, et compter sur la solidarité nationale lorsqu'elle en a besoin.

Ce que je veux que vous compreniez, c'est que si le moment venu, les partenaires de l'Accord de Nouméa souhaitent le faire évoluer et engager la Nouvelle-Calédonie dans des perspectives nouvelles au sein de la République, qu'ils sachent bien qu'ils pourront compter sur mon appui déterminé. Le message est clair, justement parce que chacun connaît mes convictions intimes. Si vous voulez que l'Accord de Nouméa évolue, l'Etat répondra présent.

Bien entendu, l'initiative éventuelle de cette solution ne saurait appartenir à l'Etat. C'est bien le Comité des signataires qui, dans une démarche consensuelle qui serait souhaitée par les forces politiques calédoniennes, pourrait proposer une telle évolution, dans des termes qui seront approuvés directement par les Calédoniens.

La préférence personnelle que j'ai toujours exprimée pour le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France ne m'empêche pas, et ne m'empêchera pas, d'être en tant que Chef de l'Etat le gardien vigilant de l'application loyale de l'Accord de Nouméa. Je dirai même que ma conviction personnelle m'oblige davantage à l'endroit de ceux qui n'ont pas les mêmes convictions, pour qu'ils soient assurés que la parole donnée ne sera pas trahie. Il n'y a pas contradiction entre l'expression d'une conviction et le fait d'assumer son devoir. Le devoir de l'Etat, c'est la loyauté. Et si les Calédoniens font un autre choix que celui de la France, naturellement je le respecterai et je l'accompagnerai. C'est très important dans cette période sensible que vous allez connaître. Pas de malentendu, pas d'hypocrisie, pas de mensonge. Chacun dira ce qu'il croit devoir dire de l'avenir de la Nouvelle Calédonie, librement.

Ma conviction c'est que nous ne pouvons pas attendre passivement la date de 2014, qui ouvrira la période au cours de laquelle le Congrès pourra demander la consultation des Calédoniens sur « le transfert à la Nouvelle-Calédonie des compétences régaliennes, l'accès à un statut international de pleine responsabilité et l'organisation de la citoyenneté en nationalité ».

Il faut vous y préparer. Pour cela, trois groupes de travail de haut-niveau se sont réunis autour de vos élus :

- le premier sur la stratégie du territoire vis-à-vis du nickel £
- le second sur le bilan de la mise en uvre de l'Accord de Nouméa £
- et le troisième pour étudier un panorama de l'ensemble des solutions institutionnelles imaginées dans le monde par des territoires qui sont engagés dans un processus comparable à celui de la Nouvelle-Calédonie.

Ces trois groupes sont importants pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Ils ne sont pas des chambres de négociation anticipée sur le chemin que prendra la Nouvelle-Calédonie entre 2014 et 2018, mais ils créent les conditions d'un choix éclairé des termes de la consultation directe des Calédoniens, prévue par l'Accord.

Je respecte la sensibilité des uns et des autres. C'est mon rôle. Mais ce que je voudrais, c'est que le choix des Calédoniens, quel qu'il soit, soit un choix d'adhésion, et non un choix par défaut. Que ce soit un choix de conviction, et non pas un choix de posture. Avec Marie-Luce PENCHARD, nous resterons aux côtés des autorités de la Nouvelle-Calédonie, pour que les

transferts de compétences, que la qualité de service que les Calédoniens sont en droit d'attendre, soient assurés par l'Etat. C'est l'engagement que je prends devant vous.

Ce choix essentiel que vous allez faire, il ne pourra l'être que si les hypothèses politiques qui vous seront soumises sont assises sur une réalité économique pertinente sur le long-terme. Tout n'est pas dans la politique.

C'est la raison pour laquelle j'ai tenu à aborder longuement la question du nickel, avec vos élus, puis en me rendant à l'usine du nord.

Le nickel, c'est le socle économique sur lequel reposera toute évolution politique, qu'elle soit d'ailleurs dans la France ou en dehors. Votre sous-sol abrite plus du quart des réserves mondiales de nickel. Avec le développement des besoins en matière dans les pays émergents, vous serez dans quelques années le deuxième producteur mondial de nickel. Et vous allez voir venir à vous beaucoup d'amis, pas toujours désintéressés. Je demande à chacun d'y réfléchir et notamment dans sa compréhension du rôle de la République française dans ce combat-là.

C'est la raison pour laquelle je veux vous dire que la France gardera de façon certaine le contrôle du capital d'ERAMET, aujourd'hui et demain. Vous ne serez pas seuls. Et je sais que ce point fait consensus au sein de la classe politique calédonienne. Les appétits sont trop nombreux et trop forts pour que la France ne reste pas présente comme il se doit. Nous en parlerons, nous en discuterons. Mais sachez que de notre point de vue, c'est clair. Et c'est un engagement d'Etat que je prends devant vous.

Naturellement cela ne doit pas nous empêcher de parler des ressources en nickel de la Nouvelle-Calédonie et de ce que l'on doit en faire. Nous respectons les logiques industrielles des grands opérateurs comme SLN-ERAMET, VALE-INCO ou XSTRATA. Nous avons besoin de leur expertise. Mais nous serons à vos côtés pour essayer de trouver les bonnes réponses à des questions essentielles pour votre territoire : Comment gérer au mieux cette ressource naturelle rare dans la durée et dans le respect de l'environnement ? Quelle doit être la place des différents opérateurs industriels, et notamment celui de l'opérateur historique SLN-ERAMET ? Faut-il construire une usine nouvelle sur chaque gisement ou faut-il mutualiser les structures existantes ? Comment s'assurer que le maximum de valeur reste en Calédonie ?

Vous le voyez, je ne suis pas venu avec des réponses toutes faites. Je vous propose que nous travaillions ensemble pour apporter des réponses à ces questions. Si vous avez besoin de l'expertise de l'Etat, nous serons encore une fois à vos côtés. Car au final, les Calédoniens doivent profiter davantage de ces richesses.

Chacune de ces questions sera abordée dans le projet de schéma industriel minier qu'Anne DUTILHEUIL est en train de réaliser à la demande du Comité des signataires. Je veillerai personnellement à ce dossier, avec Marie-Luce PENCHARD.

Voici, mes chers amis, quel est mon état d'esprit. Je lis parfois, ici ou là, l'expression de fantasmes qui feraient de l'État un acteur zélé de la marche vers l'indépendance pour faire des économies budgétaires, ou pour se replier sur les étroites frontières européennes. Je veux le dire avec beaucoup de calme: ceux qui pensent cela ne comprennent pas ce qu'est la France.

La France, ce n'est pas une somme d'écritures comptables où chaque territoire serait évalué à l'aune de ce qu'il coûte et de ce qu'il rapporte. La France, c'est une histoire. La France a une histoire de plus de 150 années en Nouvelle-Calédonie. Cette histoire confère à la France des responsabilités ici.

Cette histoire, nous pouvons aujourd'hui la regarder en face de manière apaisée.

Nous regardons en face la période de la colonisation, qui fut une période de négation de l'identité kanak et qui fut portée par le monde occidental d'alors. Dire cela, c'est aimer son pays : il n'y a pas de pays qui construit l'avenir sans visiter l'histoire qui est la sienne. Il n'y a que les pays forts qui sont capables de faire cela. Les pays faibles, à identité incertaine, n'osent pas regarder leur histoire en face.

Nous regardons en face les périodes de déportations sur la presqu'île de NOUVILLE et celle de DUCOS ou encore sur l'île des PINS, qui furent organisées par les autorités Françaises.

Nous regardons en face les violences des années 1980, et les douleurs profondes dans les deux

camps.

Mais nous regardons aussi en face ceux qui, pendant la colonisation, ont fait l'effort d'aller vers l'autre, de comprendre la culture des premiers habitants. Si le système était mauvais, à l'intérieur du système il y a toujours eu des femmes et des hommes de bonne volonté qu'il serait injuste d'assimiler à un système qui est lui-même parfaitement condamnable.

Nous regardons aussi en face la contribution des descendants d'Européens au développement du territoire.

Nous regardons aussi en face, comme je l'ai fait il y a quelques jours, l'exemplarité des Calédoniens, de tous les Calédoniens, pendant les deux guerres mondiales.

Nous regardons aussi en face la formidable leçon de dialogue et de paix que les Calédoniens donnent au monde depuis près de 25 ans.

C'est parce que nous savons regarder en face toute notre histoire, avec ses zones d'ombre et celles de lumière, parce que nous en avons fini avec les non-dits, avec les sujets tabous, que nous pouvons enfin nous comprendre. C'est pour cela que, malgré la crise, malgré la Lybie, malgré l'actualité internationale, j'ai tenu à ne pas annuler mon déplacement ici : je considère que la Nouvelle-Calédonie n'est plus un problème, mais qu'elle apporte des solutions.

Au fond, je vais repartir en métropole avec le sentiment que les Calédoniens se comprennent mieux entre eux, et j'espère vous avoir donné le sentiment que l'État comprend mieux les Calédoniens.

Bien sûr, le chemin qui nous reste à parcourir ensemble est immense. Je pense notamment à ces jeunes qui, ici comme ailleurs, ont perdu leurs repères, n'ont pas de formation, n'ont même plus la culture de leurs pères et qui sont un problème pour toutes les communautés.

Bien sûr il nous faut inventer un mode de développement économique qui profite à tous, j'ai bien conscience que sur un petit territoire, les inégalités sont encore plus criantes. Je le mesure parfaitement.

Bien sûr il faut que les jeunes qui n'ont pas connu la violence partagent l'esprit de consensus et de dialogue, qu'ils continuent à s'intéresser à la politique, aux affaires du territoire et non pas simplement à la consommation et aux perspectives seulement pour eux-mêmes.

Bien sûr il nous faut trouver le moyen de faire participer tous les talents de Nouvelle-Calédonie au développement de son territoire.

Bien sûr il va nous falloir affirmer notre identité propre dans le Pacifique. Au fond, ce que nous avons fait en Europe, est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de le construire ici, dans le Pacifique, entre vous, avec Wallis-et-Futuna, avec la Polynésie ? Est-ce qu'il n'y aurait pas à construire là aussi une perspective pour mettre en commun nos universités, notre savoir-faire ? Dans ce Pacifique se joue un enjeu considérable.

Mesdames et Messieurs, mes chers amis, ensemble nous allons réaliser la belle promesse de l'Accord de Nouméa.

Je voudrais que vous compreniez qu'ici, vous pouvez donner une leçon à tous. Ici, vous pouvez être un exemple pour tous.

Je vous souhaite d'y réussir, sachez que je serai personnellement, et institutionnellement, à vos côtés.

C'est donc du fond du cur que je veux dire ces trois choses qui sont tellement présentes au cur de mes convictions :

Vive la République !

Vive la Nouvelle-Calédonie !

Et vive la France !